

Changer l'aide au développement

PAR JEAN-FRANÇOIS RIAL ◀ président de Voyageurs du monde et de l'Association des amis des financements innovants.

Il est temps de changer de stratégie et de braquer sur l'aide au développement des pays les plus pauvres. Les menaces sont nombreuses : terrorisme, explosions démographiques, crises alimentaires. Si l'on met de côté l'indécence morale qu'il y a à laisser près de la moitié de l'humanité vivre avec moins de 2 dollars par jour, il en va donc également de notre intérêt : l'économie n'aime pas l'instabilité. Des solutions nouvelles existent pourtant avec une stratégie claire d'objectifs du millénaire votés en 2000 à l'ONU à l'unanimité ! Elles permettraient de mettre en place sur quinze ans les conditions du développement pour tous : éducation, santé, eau potable, statuts des femmes. Le tout pour un coût maximum estimé de 150 milliards de dollars [96 milliards d'euros] par an dont seulement un tiers est financé par les Etats. L'écart manquant, 100 milliards de dollars [64 milliards d'euros] annuels, ne représente que 0,25% du PIB mondial, une journée de la richesse mondiale produite.

Des « financements innovants » sont mobilisables, basés sur un prélèvement infinitésimal d'activités privées. Ils sont pensés pour ne générer aucune baisse d'activité, ni de distorsion de concurrence ni de délocalisation. Ce type de financement (la contribution sur les billets d'avions a été le

premier exemple) permet de bénéficier de moyens supplémentaires sans augmenter les budgets d'aide au développement. On pourrait attendre que les Etats agissent, et c'est leur rôle, mais ils ne l'ont pas fait depuis cinquante ans alors cessons de rêver : élections, problèmes budgétaires, les Etats ne sont pas fiables sur le long terme. Une transparence absolue de la gestion des dépenses est indispensable, en ayant recours à l'ensemble des moyens technologiques nouveaux comme la traçabilité. Indispensable pour opposer des faits à l'ar-

Ces financements innovants permettent des moyens supplémentaires sans augmenter les budgets d'aide au développement.

gument trop facile : « On ne fait rien car tout se termine dans les comptes des paradis fiscaux de dirigeants corrompus ! » Enfin, l'aide peut et doit être efficace, avec des frais de gestion inférieurs à 10%, en s'inspirant des meilleures méthodes. Il faut privilégier les meilleures ONG sur chaque sujet et pour chaque pays, en évitant de passer par les grandes structures. Ces exigences de transparence et d'efficacité sont absolument vitales si l'on veut faire adhérer le citoyen mondial.

Un exemple nous montre la voie : le projet Facilité internationale pour l'achat de mé-

dicaments (Unitaid) qui s'est concrétisé avec la taxe sur les billets d'avion ; 400 millions de dollars [256 millions d'euros] ont été récoltés pour la première année d'exercice de la taxe, en 2007 ; 23 pays ont adhéré dont 11 sous forme de contribution sur les billets d'avion avec 4% de frais de gestion ; 100 000 enfants malades du sida ont pu être soignés sur les 600 000 qui ne bénéficient d'aucun soins dans le monde ; 45 millions de doses du nouveau médicament (associations thérapeutiques à base d'artémisinine, ACT) contre le paludisme ont pu être distribuées, le tout avec une baisse de 50% en moyenne du prix des médicaments achetés aux laboratoi-

res. Qui dit mieux pour un début ? N'en déplaise à ceux qui trouvent que Unitaid ne va pas assez vite ou continuent à invoquer un impact imaginaire sur le trafic aérien (qui peut croire que 4 euros de plus sur un vol peut remettre en cause un tel achat), le projet lancé par les présidents Lula et Chirac est une réussite et ouvre une nouvelle voie. Certains pays, on le sait, n'adhéreront jamais à cette contribution obligatoire. Qu'à cela ne tienne, Unitaid va proposer directement d'ici à dix-huit mois au plus tard une « contribution volontaire » et non une « taxe » à tous les citoyens du monde en-

tier qui prennent l'avion. Ce sont eux qui décideront s'ils payent ou non ! Bien entendu, il ne faudra pas en rester aux billets d'avion, qui au mieux rapporteront 2 milliards de dollars [1,3 milliard d'euros]. On devra trouver d'autres secteurs d'activités qui seraient prêts à participer à ce formidable élan de citoyenneté mondiale. Tout ce qui touche à la mondialisation et à Internet offre des pistes sérieuses et cette contribution volontaire pourrait se décliner à d'autres activités privées. Philippe Douste-Blazy, président d'Unitaid, vient d'être nommé conseiller spécial des Nations unies chargé des sources novatrices de financements. La communauté internationale prend enfin conscience de l'intérêt de ces nouveaux outils !